

Châteauroux, le 29/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL VAN DEN BROEK**

LA GRANDE CHARPAGNE  
36160 FEUSINES

Références : 24072902CD  
Code AIOT : 0053600686

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement EARL VAN DEN BROEK implanté LA GRANDE CHARPAGNE 36160 FEUSINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL VAN DEN BROEK
- LA GRANDE CHARPAGNE 36160 FEUSINES
- Code AIOT : 0053600686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin en IED.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Sans objet
9	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
10	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
12	MTD1 Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
13	MTD2. Bonne organisation interne	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD 4. Réduction du phosphore total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD 5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	MTD 6 Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
18	MTD 7 : rejets d'eaux résiduaires dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
19	MTD 8.Utilisation rationnelle de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
20	MTD 9. Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
21	MTD 10. Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
22	MTD 11. Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
23	MTD 12 Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
24	MTD 13. Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
25	MTD 16 Émissions dues au stockage du lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
26	MTD17 Réduire les émissions atmosphériques d'NH3, lagune	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
27	MTD 18 Émissions dues au stockage du lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
28	MTD 19 Traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
29	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
30	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
31	MTD 25 : émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
32	MTD 26. Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
33	MTD 27 Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
34	MTD 29. Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
35	MTD30 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement de porcs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
36	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées lors du contrôle qu'il conviendra à l'exploitant de corriger dans les plus brefs délais.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
<b>Constats :</b> Registre d'effectif présenté. Les effectifs respectent les termes de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Recensement des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées. II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.
<b>Constats :</b> Plan conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Accès véhicules à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<b>Constats :</b> Conforme. Deux accès possibles pour les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Extincteurs contrôlés par la société ISOGARD.</p> <p>Présence d'une lagune d'eaux de décantation de 1200 m<sup>3</sup> servant de réserve incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques et réseau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux</p>

normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Installations électriques contrôlées le 26/10/2023. Des non-conformités estimées graves par l'APAVE ont été relevées et doivent être corrigées. Un registre de suivi devra être mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes précisent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
<b>Constats :</b> Conforme. Informations reprises dans le document unique de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Travaux.

<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;</li> <li>-la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;</li> <li>-les moyens et consignes d'alerte.</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p>
<b>Constats :</b> Conforme. Informations reprises dans le document unique de l'établissement..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Accès aux installations.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<b>Constats :</b> Affichage apposé sur les bâtiments d'élevage mais absent sur la grille d'accès au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Stockage et rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p>



<p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
<p><b>Constats :</b> Présence de deux cuves à fuel à double paroi de 6 m3 chacune.</p> <p>Produits présents dans les bâtiments d'élevage sont sur rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Isolement des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022.</p> <p>Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.</p>
<p><b>Constats :</b> Conforme. Une vanne de coupure permet l'isolement des réseaux d'effluents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre</p>

éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
<b>Constats :</b> Conforme. Relevé mensuel des consommations (forage + AEP).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : MTD1 Système de management environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 1
<b>Prescription contrôlée :</b> 4. mise en oeuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants : a) organisation et responsabilité, b) formation, sensibilisation et compétence ; i) respect de la législation sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> MTD respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : MTD2. Bonne organisation interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'éviter ou de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer les performances globales, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques suivantes : A) Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités, afin de:- réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage);- maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection;- tenir compte des conditions climatiques existantes (par exemple, vent et précipitations);- prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage;- éviter la contamination de l'eau. B) Éduquer et former le personnel, en particulier dans les domaines suivants:- réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs;- transport et épandage des effluents d'élevage;- planification des activités;- planification d'urgence et gestion;- réparation et entretien des équipements. C) Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau. Il peut notamment s'agir:- d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents;- de plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (par exemple en cas d'incendie, de fuite ou d'effondrement des fosses à lisier, de ruissellement non maîtrisé à partir des tas d'effluents d'élevage, de déversements d'huile);- des équipements disponibles pour faire face à un incident de pollution (par exemple, équipement pour colmater les drains, construire des fossés de retenue, des pare-écume pour les déversements d'huile). D) Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements tels que:- les fosses à lisier pour détecter tout signe de dégradation, de détérioration ou de fuite;- les pompes à lisier, les mélangeurs, les séparateurs, les dispositifs d'irrigation;- les systèmes de distribution d'eau et d'aliments;- le système de ventilation et les sondes de température;- les silos et le matériel de transport (par exemple, vannes, tubes);- les systèmes de traitement d'air (par inspection régulière, par exemple). Peut comprendre la propreté de l'installation d'élevage et la lutte contre les nuisibles. E) Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.
<b>Constats :</b> MTD appliquée dans sa globalité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 3
<b>Prescription contrôlée :</b> Faire appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous : A) Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles. B) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. C) Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. D) Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
<b>Constats :</b> Conforme. techniques A, B et C appliquées. Alimentation multiphase fabriquée à la ferme + achat de compléments. Déclaration GEREPE effectuée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : MTD 4. Réduction du phosphore total excrété**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 4
<b>Prescription contrôlée :</b> MTD 4. Afin de réduire le phosphore total excrété tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous : A) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. B) Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase). C) Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.
<b>Constats :</b> Conforme. Techniques A et B appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : MTD 5 Utilisation rationnelle de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 5
<b>Prescription contrôlée :</b> MTD 5. Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : A) Tenir un registre de la consommation d'eau. B) Détecter et réparer les fuites d'eau. C) Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. D) Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphonides, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). E) Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. F) Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
<b>Constats :</b> Conforme. techniques A, B, C, D, E et F appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : MTD 6 Émissions dues aux eaux résiduelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 6
<b>Prescription contrôlée :</b>

Afin de réduire la production d'eaux résiduelles, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :
A) Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduites que possible.
B) Limiter le plus possible l'utilisation d'eau
C) Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduelles nécessitant un traitement.
<b>Constats :</b> Conforme. techniques A, B et C appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : MTD 7 : rejets d'eaux résiduelles dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 7
<b>Prescription contrôlée :</b> MTD 7. Afin de réduire les rejets d'eaux résiduelles dans l'eau, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous : a) Évacuer les eaux résiduelles dans un conteneur ré servé à cet effet ou dans une fosse à lisier. b) Traiter les eaux résiduelles. c) Épandage des eaux résiduelles, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
<b>Constats :</b> Conforme. techniques A, B et C appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : MTD 8. Utilisation rationnelle de l'énergie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 8
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'utiliser rationnellement l'énergie dans une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : A) Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité. B) Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air. C) Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement. D) Utilisation d'un éclairage basse consommation. E) Utilisation d'échangeurs de chaleur. Un des systèmes suivants peut être utilisé: 1. air-air; 2. air-eau; 3. air-sol. F) Utilisation de pompes à chaleur pour récupérer la chaleur. G) Récupération de chaleur au moyen de sols recouverts de litière chauffés et refroidis (système combi-deck). H) Mise en œuvre d'une ventilation statique.
<b>Constats :</b> Conforme. techniques A, B, C et D appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : MTD 9. Émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 9
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants : i. un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; ii. un protocole de surveillance du bruit;

iii. un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence; iv. un programme de réduction du bruit destiné, par exemple, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit; v. un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.
<b>Constats :</b> L'implantation du site n'est pas source de pollution sonore. Mise en place des techniques A, B, C et D.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : MTD 10. Émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 10
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes : A) Maintenir une distance appropriée entre l'unité/l'installation d'élevage et les zones sensibles. B) Emplacement des équipements. C) Mesures opérationnelles. D) Équipements peu bruyants. E) Dispositifs antibruit. F) Réduction du bruit.
<b>Constats :</b> L'implantation du site n'est pas source de pollution sonore. Mise en place des techniques A, B, C et D. Premier tiers (exploitation bovine à environ 200 mètres de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : MTD 11. Émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 11
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement, la MTD consiste à utiliser une ou plusieurs des techniques ci-dessous : A) Réduire la formation de poussières à l'intérieur des bâtiments d'élevage. B) Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment. C) Traitement de l'air évacué au moyen d'un système d'épuration d'air.
<b>Constats :</b> Conforme. Techniques appliquées : A) : 3. Mettre en œuvre l'alimentation ad libitum : pour postsevrage. / 4. Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche : pour truies et porcs à l'engrais. B° : 1. Brumisation d'eau : dans tous les bâtiments sauf le post-sevrage
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : MTD 12 Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 12
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants: i. un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; ii. un protocole de surveillance des odeurs; iii. un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence; iv. un programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions

d'odeurs (voir MTD 26), à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs; v. un historique des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés. La MTD 12 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
<b>Constats :</b> Conforme. Cf plan de gestion des odeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : MTD 13. Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 13
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs et/ou les conséquences des odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes :</p> <p>A) Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage/l'unité et les zones sensibles. B) Utiliser un système d'hébergement qui met en œuvre un ou plusieurs des principes suivants:- maintenir les surfaces et les animaux secs et propres (par exemple, éviter les déversements d'aliments et l'accumulation de déjections dans les aires de couchage sur sols en caillebotis partiel);- réduire la surface d'émission des effluents d'élevage (par exemple, utiliser des lamelles métalliques ou en matière plastique ou des canaux de manière à réduire la surface exposée des effluents d'élevage);- évacuer fréquemment les effluents d'élevage vers une cuve ou fosse extérieure (couverte);- réduire la température des effluents d'élevage (refroidissement du lisier, par exemple) et de l'air intérieur;- réduire le débit et la vitesse de l'air à la surface des effluents d'élevage;- maintenir la litière sèche et préserver les conditions d'aérobiose dans les systèmes à litière. C) Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes:- augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation de l'air par le faîtage plutôt que par la partie basse des murs);- augmentation de la vitesse de ventilation de la sortie d'air verticale;- mise en place de barrières extérieures efficaces afin de créer des turbulences dans le flux d'air sortant (par exemple, végétation);- ajout de déflecteurs sur les sorties d'air situées dans la partie basse des murs afin de diriger l'air évacué vers le sol;- dispersion de l'air évacué sur le côté du bâtiment d'hébergement qui est le plus éloigné de la zone sensible;- alignement de l'axe du faîtage d'un bâtiment à ventilation statique perpendiculairement à la direction du vent dominant. D) Utiliser un système d'épuration d'air tel que: 1. un biolaveur; 2. un biofiltre; 3. un système d'épuration d'air à deux ou trois étages.</p>
<b>Constats :</b> Application des techniques a, b, e1, e3 et f3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 : MTD 16 Émissions dues au stockage du lisier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 16
<p><b>Prescription contrôlée :</b> MTD 16. Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :</p> <p>A) Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes :</p> <p>1. réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier ; 2. réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse ; 3. réduire le plus possible l'agitation du lisier. B) Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes : 1.</p>

couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que:- balles en plastique;- matériaux légers en vrac;- couvertures souples flottantes;- plaques géométriques en plastique;- couvertures gonflables;- croûte naturelle;- paille. C) Acidification du lisier.
<b>Constats</b> : Technique A3 appliquée. Agitation du lisier réduite au maximum. Transfert par canalisation enterrée.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 26 : MTD17 Réduire les émissions atmosphériques d'NH3, lagune**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 17
<b>Prescription contrôlée</b> : Réduire le plus possible l'agitation du lisier. Recouvrir la lagune d'une couverture souple et/ou flottante constituée par exemple de: - feuilles en plastique souples; - matériaux légers en vrac; - croûte naturelle; - paille.
<b>Constats</b> : Transfert par canalisation enterrée. Pas de stockage en lagune.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 27 : MTD 18 Émissions dues au stockage du lisier**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 18
<b>Prescription contrôlée</b> : Afin de prévenir les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant de la collecte, du transport par conduites et du stockage du lisier en fosse et/ou en lagune, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : A) Utilisation de fosses résistant aux contraintes mécaniques, chimiques et thermiques. B) Choix d'une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir le lisier pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible. C) Construction d'installations et d'équipements étanches pour la collecte et le transfert de lisier (par exemple, puits, canaux, collecteurs, stations de pompage). D) Stockage du lisier dans des lagunes dont le fond et les parois sont imperméables, par exemple tapissées d'argile ou d'un revêtement plastique. E) Installation d'un système de détection des fuites consistant, par exemple, en une géomembrane, une couche de drainage et un système de conduits d'évacuation. F) Vérification de l'intégrité structurale des ouvrages de stockage au moins une fois par an.
<b>Constats</b> : Techniques a, b, c, e et f appliquées. Pas de stockage en lagune
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 28 : MTD 19 Traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 19
<b>Prescription contrôlée</b> : MTD 19. En cas de traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage, afin de réduire les émissions d'azote et de phosphore ainsi que les odeurs et les rejets d'agents microbiens pathogènes dans l'air et dans l'eau, et de faciliter le stockage et l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à traiter les effluents par une ou plusieurs des techniques ci-dessous : A) Séparation mécanique du lisier, notamment par: presse à vis;- décanteur-séparateur centrifuge;- coagulation-floculation;- séparation par tamis;- presse filtrante. B) Digestion anaérobie des effluents d'élevage dans une installation de méthanisation. C) Utilisation d'un tunnel extérieur pour le séchage des effluents d'élevage. D) Digestion aérobie (aération) du lisier.

E) Nitrification-dénitrification du lisier. F) Compostage des effluents d'élevage solides.
<b>Constats</b> : Technique B appliquée. Effluents d'élevage traités par l'unité de méthanisation de l'installation.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 29 : MTD23 Émissions d'NH<sub>3</sub>, production global élevage porcin ou de volailles**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 23
<b>Prescription contrôlée</b> : Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truiés comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
<b>Constats</b> : Calcul établi au moyen de la méthode GEREP à partir d'une extrapolation des résultats du Bilan Réel Simplifié. Déclaration GEREP effectuée. En cours d'analyse par l'inspection.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 30 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 24
<b>Prescription contrôlée</b> : La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage : A) Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. B) Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.
<b>Constats</b> : Conforme.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 31 : MTD 25 : émissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s)</b> : Élevage, MTD 25
<b>Prescription contrôlée</b> : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : A) Estimation, au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage. B) Calcul, par mesure de la concentration d'ammoniac et du débit de renouvellement d'air selon la méthode ISO ou des méthodes spécifiées par les normes nationales ou internationales ou par d'autres méthodes garantissant des données de qualité scientifique équivalente. C) Estimation à partir des facteurs d'émission.
<b>Constats</b> : Application de la technique A.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite



**N° 32 : MTD 26. Surveillance des émissions et des paramètres de procédé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 26
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs. Elle n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles..
<b>Constats :</b> Conforme. Cf plan de gestion des odeurs. Odeurs atténuées par la méthanisation sur site des lisiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 33 : MTD 27 Surveillance des émissions et des paramètres de procédé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 27
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement : A) Calcul, par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement d'air selon les méthodes spécifiées par les normes EN ou par d'autres méthodes (ISO ou normes nationales ou internationales) garantissant des données de qualité scientifique équivalente. B) Estimation à partir des facteurs d'émission. Une fois par an. En raison du coût lié à l'établissement des facteurs d'émission.
<b>Constats :</b> Technique A choisie. Application non observée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 34 : MTD 29. Émissions résultant de l'ensemble du processus de production**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 29
<b>Prescription contrôlée :</b> La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. A) Consommation d'eau. B) Consommation d'électricité. C) Consommation de combustible. D) Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant. E) Consommation d'aliments. F) Production d'effluents d'élevage.
<b>Constats :</b> Techniques de A à F appliquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 35 : MTD 30 Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, hébergement de porcs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 30
<b>Prescription contrôlée :</b> Une des techniques ci-après, qui met en œuvre un ou plusieurs des principes suivants: A) Une des techniques ci-après, qui met en œuvre un ou plusieurs des principes suivants: i) réduction de la surface d'émission d'ammoniac; ii) augmentation de la fréquence d'évacuation du lisier (des effluents d'élevage) vers une installation de stockage extérieure; iii) séparation des urines et des fèces; iv) maintien d'une litière propre et sèche. B) Refroidissement du lisier. C) Utiliser un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air à deux ou trois étages; 3. biolaveur. D) Acidification du lisier. E) Utilisation de balles flottantes dans le canal à effluents d'élevage. Porcs de production Non applicable aux unités équipées de fosses à

<b>Constats :</b> Technique A appliquée. Evacuation fréquente du lisier vers l'unité de méthanisation par canalisation enterrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 36 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rapportage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
<b>Constats :</b> Déclaration GERE effectuée. En cours d'analyse par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite